

Blaise Compaoré veut déstabiliser la Mauritanie

Ce coup devait entrer dans sa phase d'exécution au moment où le chef de l'Etat Ould Taya serait en France à l'invitation du président français Jacques Chirac pour prendre part aux cérémonies commémoratives du 60ème anniversaire du débarquement en Provence. Ces informations ont été livrées par les autorités mauritaniennes à travers une conférence de presse animée, hier à Nouakchott (capitale de la Mauritanie) par le chef d'état-major de la gendarmerie nationale, [REDACTED]. La Mauritanie a officiellement affirmé que les conditions matérielles et financières, les équipements, les armes et les munitions devant servir à l'exécution du coup d'Etat ont été obtenus grâce à l'encadrement du Burkina Faso. Toujours selon le chef d'état-major de la gendarmerie, les auteurs de ce putsch avorté

sont les mêmes qui avaient manqué le 8 juin 2004, un coup d'Etat contre le régime du président Ould Taya. Après l'échec de leur forfait, ils se sont repliés au Burkina Faso où ils ont bénéficié d'un appui quasi-officiel pour attaquer de nouveau la Mauritanie. Le 10 août dernier, le ministre mauritanien de la Défense avait dénoncé ce coup d'Etat en préparation. Il a d'ailleurs remis récemment un message de la

Mauritanie, relatif à cette affaire, au chef de l'Etat burkinabè, Blaise

Compaoré. Depuis l'éclatement de cette affaire et les témoignages accablants de deux des neuf organisateurs de ce coup d'Etat sur l'implication du Burkina Faso, Ouagadougou reste silencieux. La Libye de Mouammar Kadhafi est également accusée d'avoir encadré et équipé l'un des deux groupes de commandos devant exécuter le coup. L'autre groupe de commandos étant évidemment basé au Burkina. Composés de Mauritaniens et de mercenaires azawadis, touaregs originaires de la sous-région, ces commandos avaient prévu, attaquer la Mauritanie entre le 16 et le 20 août

pendant l'absence du président Ould Taya. Autre information livrée par les autorités mauritaniennes, les putschistes communiquaient via internet et par téléphone portable avec des puces appartenant à une entreprise sénégalaise de téléphonie mobile. Comme on peut le constater, Blaise Compaoré poursuit sa randonnée de déstabilisation des pays de la sous-région. Après le Liberia de Charles Taylor, la Guinée, la Sierra-Leone, la Côte d'Ivoire où il a installé une rébellion armée avec l'aide de la France chiraquienne, il s'est essayé au Togo avant de jeter son dévolu sur la Mauritanie. Blaise Compaoré constitue un danger pour la stabilité de la sous-région. La CEDEAO et l'UA devraient enfin prendre leur responsabilité le concernant au nom des chartes de ces deux structures qui stipulent que des Etats ne doivent pas servir de bases arrière pour la déstabilisation d'autres Etats.

DIDIER DÉPRY

SOURCE : NOTRE VOIE (ABIDJAN)

27/8/2004